

# ***Security studies et pensée stratégique française : de la vision globale à la myopie contextuelle***

*Par Olivier Zajec*

*“If everybody is thinking alike,  
then somebody isn't thinking”.*

Général George S. Patton

Le sentiment de fragilité qui se dégage de la politique étrangère suivie par Paris entre 2010 et 2015 semble aujourd'hui relativement patent pour de très nombreux observateurs.<sup>1</sup> Dans un ouvrage de 2009, étudiant la place de la France dans le monde depuis 1958, l'historien Maurice Vaïsse se demandait si celle-ci allait devoir opérer un choix entre *“la puissance ou l'influence”*.<sup>2</sup> Il semble que sa diplomatie soit aujourd'hui en danger de perdre les deux.<sup>3</sup> Comment l'expliquer ? *“Chaque fois qu'un observateur s'approche de trop près d'un phénomène, il ne peut y voir qu'un chaos incompréhensible”*, jugeait le politiste Jean-Louis Martres.<sup>4</sup> Confuse, la situation internationale actuelle plaide de fait pour une prise de recul quant aux conditions qui ont mené la France à une anticipation déficiente des soubresauts de son environnement géopolitique, que cela concerne les glissements tectoniques de sa sphère européenne (*Brexit* de 2016, Allemagne accédant au rang de première puissance spatiale et militaire continentale), de son voisinage

---

<sup>1</sup> Le plus frappant est sans doute que ces critiques, qu'elles soient françaises ou non, de droite ou de gauche, exprimées dans le cadre très particulier de périodes électorales ou non, émises par des journalistes, des universitaires, des “experts”, ou des militaires en deuxième section ayant retrouvé une certaine latitude vis-à-vis du devoir de réserve, convergent sur le même constat généralement négatif. La liste qui suit ne se veut pas exhaustive : Judy Dempsey, “Syria, Ukraine, and the Failure of Western Diplomacy”, *Carnegie Europe*, 8 décembre 2016 ; Jean-Dominique Merchet, “Décrochage : la diplomatie française dans l'impasse”, *L'Opinion*, 29 août 2016 ; Antoine Izambard, “Ces généraux qui dénoncent la stratégie occidentale face à l'État islamique”, *Challenges*, 17 novembre 2015 ; Jean-Michel Quatrepoint, “Libye, Syrie, Ukraine : le Waterloo de la diplomatie française”, *Figarovox*, 30 octobre 2015 ; Hubert Védrine, *La France au défi*, Paris, Fayard, 2014 ; Luc Mathieu, “Afghanistan : treize années d'échecs pour l'OTAN”, *Libération*, 28 décembre 2014 ; Richard Gowan, “Diplomatic Fallout : Sidelined Over Syria, France Pushes for UN Reform”, 7 octobre 2013 ; Paul Owen, “Syria crisis : Cameron and Hollande fail to convince EU to arm rebels – as it happened”, *The Guardian*, 15 mars 2013 ; Groupe Marly, “La voix de la France a disparu dans le monde”, *Le Monde*, 22 février 2011. Pour un survol plutôt positif, qui embrasse les vingt dernières années du XX<sup>e</sup> siècle de ce point de vue, en montrant que rien n'était joué, voir Stanley Hoffmann, “La France dans le monde 1979-2000”, *Politique étrangère*, vol.65, n°2, été 2000, pp.307-317.

<sup>2</sup> Maurice Vaïsse, *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.

<sup>3</sup> “Pour être influent, il faut avant tout porter des idées, savoir vers où on veut aller, porter des positions claires et lisibles. C'est probablement de cette absence de vision prospective dont la France souffre le plus aujourd'hui” (Christophe Caresche, Pierre Lequiller, *Rapport d'information sur l'influence française au sein de l'Union européenne*, Commission des affaires européennes, Assemblée nationale, 2 février 2016, p.8.)

<sup>4</sup> Jean-Louis Martres, “La puissance, lieu commun des relations internationales”, *Annuaire français des relations internationales*, La Documentation française, 2007, p.31.

immédiat (chaos libyen suivant l’intervention précipitée de 2011) ou de sa lointaine périphérie eurasiennne (engagement interminable en Afghanistan de 2001 à 2014). Ces confusions ne sont pas le fruit d’un prétendu sens de l’Histoire, qui expliquerait l’impuissance de la puissance moyenne française par sa relative marginalisation dans un cadre d’une mondialisation rééquilibrée en faveur de puissances émergentes, l’obligeant à une *path dependency* prétendument “pragmatique”. À rebours de ces excuses rhétoriques (dont le dernier livre de M. Laurent Fabius a pu fournir une illustration talentueuse<sup>5</sup>), le présent article suggère que ce processus peut aussi, et en grande partie, s’expliquer par des options de nature idéologique et conceptuelle en matière de doctrine stratégique.

### **“Gouvernance” et “gouvernement” : une difficile transposition stratégique**

Dès les premières années suivant la fin de la Guerre froide, la France, s’ouvrant à l’influence de concepts académiques d’origine anglo-saxonne, a fait le choix volontaire de troquer une partie de sa culture stratégique au profit d’une culture que nous appellerons “sécuritaire”. La première était liée à l’idée de souveraineté – c’est-à-dire à une conception de la guerre comme affrontement dialectique entre deux volontés politiques autonomes, qu’elles soient ou non étatiques. La deuxième se présentait sous les atours d’une approche globale des conflictualités, exprimée en termes de gestion de la violence. Ce glissement est à remettre en perspective dans le cadre de l’euphorie téléologique qui marque, en Occident, la décennie 1990. À ce moment, le développement d’une société internationale de plus en plus normative voit les organisations internationales, les ONG et les sociétés civiles tenir un rôle croissant dans la vie internationale, réduisant – au moins en apparence – les marges de manœuvre souveraines des États. Les notions d’“intervention”, d’“engagement”, d’“opération”, remplacent celle de guerre, et font une place croissante à l’éthique dans la mise sur pied et la justification des actions de force. Ce glissement de sens est favorisé par la génération techno-gestionnaire à laquelle appartiennent les décideurs politiques français et européens de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, qui prennent collectivement pour référence axiologique la notion de *gouvernance* de préférence à celle de *gouvernement*, laquelle leur semble dépassée par l’accélération du monde moderne.<sup>6</sup>

Dans la plupart des pays occidentaux, cette distorsion managériale de la conduite de l’État va faciliter l’adoption d’un concept censé renouveler l’approche des problématiques liées à l’emploi de la force : celui de “sécurité globale”. On a coutume de désigner par ce terme une meilleure coordination des acteurs internationaux et locaux, civils et militaires, lors de crises sécuritaires durant lesquelles il s’agit prioritairement pour la communauté internationale, non pas de vaincre dans une guerre, mais de *maîtriser la violence*. Dans

---

<sup>5</sup> Laurent Fabius, 37, *quai d’Orsay, Diplomatie française 2012-2016*, Paris, Plon, 2016.

<sup>6</sup> Existant en ancien français comme synonyme de gouvernement, puis inusité, le mot de *gouvernance* fait sa réapparition dans les années 1990 à partir de l’anglais *governance*, tout d’abord dans les sciences de gestion (“*corporate governance*”) puis dans le vocabulaire politique. Voir Gilles Pinson, “Encore un effort pour rendre la gouvernance démocratique !”, *Place publique* (Nantes), 2008, pp.18-24. Gouvernement et gouvernance sont assez vite distingués dans la théorie des relations internationales, ouvrant des débats qui durent encore. Pour une des premières études, voir James Rosenau & Ernst-Otto Czempiel (dir.), *Governance without Government. Order and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

cette logique, l'intervention extérieure des États ne doit plus être commandée par le seul intérêt national défini en termes de puissance, pour reprendre le concept classique du théoricien réaliste Hans J. Morgenthau,<sup>7</sup> mais par les intérêts globaux de la communauté internationale. Ce changement de paradigme se retrouve dans la vision d'un Michael Walzer, défenseur d'un renouveau de la notion de “guerre juste”, pour qui “*tous les États ont un intérêt dans la stabilité globale*”.<sup>8</sup> On le constate également dans le criticisme revendiqué d'une partie des théoriciens des relations internationales, qui redéfinissent peu à peu le concept de sécurité en termes d’“émancipation” (Ken Booth).<sup>9</sup> Ces théories qui parient sur un estompement progressif de la notion d'intérêt national, sur un renouveau de la sécurité collective et sur la construction de structures idéelles favorisant un comportement plus pacifique des individus et des États, ont marqué toute la décennie 1990, des travaux de Bruce Russett et Michael Doyle sur la “Paix démocratique” aux développements de Bertrand Badie sur une nouvelle sociologie transnationale des relations internationales. En France, cette vision a eu un impact assez marqué sur les théories de la sécurité et la redéfinition de la guerre. En 1996, dans *La Fin de l'ordre militaire*, Maurice Bertrand, diplomate français ayant servi à l'ONU, annonce la fin du “paradigme clausewitzien” d'un monde régi par les équilibres de puissance classiques, et son remplacement par la prépondérance des institutions internationales.<sup>10</sup> Bernard Boëne a parfaitement décrit les conséquences de ce double moment intellectuel d'*individualisation* et de *judiciarisation* stratégique :

Le caractère anachronique de la pensée de Clausewitz fait (...) figure de conclusion logique de ces prises de position théoriques. Et au-delà, c'est bien l'équation wébérienne “Politique = État = domination interne et possibilité de la guerre” qui est visée. Dans cette vue des choses, l'absence d'États viables, d'armées régulières, voire de sujets politiques discernables (...), le mélange des registres de la sécurité intérieure et de la guerre étrangère (ou de la crise internationale), d'un côté, et de l'autre, l'intervention de la communauté internationale au nom d'une sécurité collective d'inspiration libérale qui tend spontanément à criminaliser l'adversaire plutôt qu'à voir en lui un ennemi possédant sa propre base de légitimité politique – tout cela prive désormais de pertinence (...) la célèbre *Formule* de Clausewitz (le recours aux armes comme continuation de la politique par d'autres moyens).<sup>11</sup>

Dans le domaine qui nous intéresse ici plus particulièrement, il est possible d'observer que ce passage de la notion de défense nationale (et de stratégie, axée sur le temps long et le traitement des *causes*) à la notion de sécurité globale (et de “management des risques”, fondée sur le temps court et la gestion des *conséquences*) a eu des répercussions très profondes quant au degré de lucidité de la politique étrangère française – et européenne. Quel fut, de fait, l'objectif revendiqué par la “globalisation” sécuritaire de

<sup>7</sup> Hans J. Morgenthau, *Politics Among Nations* [1948], New York, Alfred A. Knopf, 1978, p.5.

<sup>8</sup> Michael Walzer, *Just and Unjust Wars*, New York, Basic Books, 1978.

<sup>9</sup> Ken Booth, “Security and Emancipation”, *Review of International Studies*, vol.17, n°4, 1991, pp.313-326.

<sup>10</sup> Maurice Bertrand, *La fin de l'ordre militaire*, Paris, Presses de la FNSP, 1996.

<sup>11</sup> Bernard Boëne, *Les sciences sociales, la guerre et l'armée. Objets, approches, perspectives*, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, janvier 2015, p.206.

l’usage de la force dans les États occidentaux à partir des années 1990 ? La promotion du *Bien*. Aussi étrange que cela puisse sans doute paraître, ce dernier terme n’est pas à entendre au sens métaphorique. À partir de la *Strategic Defence Review* de 1998, le Royaume-Uni mentionne son objectif d’être une “Force pour le Bien” (*A Force for Good*) en matière de défense. Cette mention n’a cessé de prendre de l’ampleur, y compris après le 11 septembre 2001. Elle est explicitement incluse dans la doctrine britannique à partir de 2004 dans le *Joint High Level Operating Concept* du Ministry of Defence.<sup>12</sup> En 2010, le MoD, dans un document de doctrine officiel, positionne toujours ses capacités de projection de force en utilisant cette formule, dans le cadre conceptuel de la sécurité globale.<sup>13</sup> Du côté américain, la formule est employée en 2006 par le Secrétaire à la Défense de George W. Bush, Donald Rumsfeld<sup>14</sup>, et finira même par constituer la devise des campagnes de recrutement du Pentagone jusqu’en 2014.<sup>15</sup> Dans ce contexte de nature clairement métaphysique, la supériorité militaro-technologique et la morale fusionnent pour produire un sens éthique de l’action de force, renvoyant au second plan la rationalité politique de long terme de cette dernière. Suivant une certaine lecture de Levinas, l’éthique précède en somme la politique.<sup>16</sup> Le temps long de la géopolitique et des interactions culturelles semble évacué au profit d’un sens judiciarisé et linéaire de l’histoire de l’Humanité.

Cette logique métaphysique propre au concept de sécurité globale contribue dans un second temps à favoriser l’adoption de la désormais célèbre formule “Gagner les cœurs et les esprits”. Relayé par tous les *think-tankers* occidentaux et intimement liée à l’“approche globale” (ou *comprehensive approach*), le slogan est appliqué à la conduite des campagnes irakienne à partir de 2003, et surtout afghane de 2001 à 2014. Il signifie, au fond, que l’aspiration au bien-être étant un critère universel, la loyauté des autochtones peut être ramenée à une question de part de marché exprimée en termes de perspectives de prospérité et de sécurité, quantifiées à l’aide d’indicateurs socio-économiques.<sup>17</sup> Ce déplacement scalaire de la réflexion opérationnelle, de l’approche politique contextuelle à l’approche sécuritaire globale, est justifié par les métamorphoses du cadre international, qui impose de mieux articuler ce que, dans leur doctrine, les Américains résument par l’acronyme DIME : *Diplomatic, Informational, Military and Economic*.<sup>18</sup> “Face à la

<sup>12</sup> *The UK Joint High Level Operational Concept*, CDS endorsed February 2004, pp.209-210 et pp.304-306.

<sup>13</sup> Ministry of Defence, *How Defence Works – Defence Framework*, décembre 2010, p.7 ; Voir encore Stephen Deakin, “Britain’s Defence and Cosmopolitan Ideals”, Sandhurst Occasional Papers, n°3, Royal Military Academy Sandhurst, 2010: [http://www.army.mod.uk/documents/general/RMAS\\_Occasional\\_Paper\\_3.pdf](http://www.army.mod.uk/documents/general/RMAS_Occasional_Paper_3.pdf).

<sup>14</sup> S. Wood, “Army is Force for Good in World, Rumsfeld Says”, American Forces Press Service, 14 juin 2006.

<sup>15</sup> En 2014, l’US Navy, mal à l’aise avec ce slogan messianiste, a fini par y renoncer, pour le remplacer par une devise moins universaliste, plus nationale et finalement plus réaliste : “America’s Navy”. Cf. Mark D. Faram, “Navy dumps unpopular recruiting slogan during Army game”, *Navy Times*, 15 décembre 2014.

<sup>16</sup> Pour un contrepoint : G. Bensussan, *Éthique et expérience : Levinas politique*, Strasbourg, La Phocide, 2008.

<sup>17</sup> Anthony Cordesman, *The Uncertain ‘Metrics’ of Afghanistan (and Iraq)*, Arleigh A. Burke Chair in Strategy, Washington, DC, Center for Strategic and International Studies, 18 May 2007 : <http://www.comw.org/warreport/fulltext/070521cordesman.pdf>.

<sup>18</sup> Voir par exemple Lieutenant-colonel John G. Krenson, *On Strategy : Integration of DIME in the Twenty-First Century*, Strategy Research Project, United States Army War College, 2012. Également : Richard. L. Armitage & Joseph S. Nye, Jr., *CSIS Commission on Smart Power : A Smarter, More Secure America*, Washington, DC, Center for Strategic & International Studies, 2007.

récurrence de crises complexes nécessitant une meilleure coordination des acteurs civils et militaires, internationaux et locaux”, écrit Cécile Wendling, auteur en 2010 d’une étude de synthèse sur le sujet, “le concept d’approche globale [émerge] aussi bien au niveau des organisations internationales (OTAN, EU, ONU, etc.) que des États (États-Unis, France, Angleterre, etc.). Il s’agit d’œuvrer à restaurer la sécurité, la gouvernance et le développement, par une approche inter-agence, interministérielle ou encore inter-organisationnelle”.<sup>19</sup> Le problème est de savoir si la légitimité de l’intervention est renforcée par cette “coordination” – comme la réflexion stratégique *mainstream* des années 2000-2010 le suppose – ou tout au contraire dégradée, comme certaines analyses – minoritaires avant 2013 – le suggèrent.<sup>20</sup>

Selon le référentiel nouveau dominé par la notion de sécurité globale, la *forme-guerre*, masque de Gorgone porté par le Politique lorsqu’il défend ses intérêts vitaux par la force, n’est donc pas ou plus considérée comme un horizon modal naturel des sociétés. La *forme-crise* la remplace. Dans ce cadre, la guerre est dès lors décrite comme le pendant politique d’une catastrophe naturelle, dont il s’agit de prévenir l’occurrence ou d’atténuer les conséquences. La simple continuation de la politique par l’introduction (*Einmischung*) d’autres moyens de Clausewitz (*Vom Kriege*, Livre VIII, chap. 6b) devient une sorte de maladie. On parle de “violences” ou d’insurrections qui se répandraient dans le corps social, et qui pourraient être combattues par des anticorps militaires, d’une part, et en assainissant l’environnement du patient par des actions de développement et humanitaires, d’autre part. La figure du docteur Bernard Kouchner, ancien responsable humanitaire devenu ministre des Affaires étrangères français de 2007 à 2010, offre une manière de symbole de cette transposition. La *singularité culturelle* des lieux et des territoires de projection, qui commanderait une *pluralité stratégique* des opérations, est peu à peu estompée au profit d’une *unicité morale* des interventions. Les engagements “sécuritaires”, qui se substituent à la guerre, ne sont plus, sous une latitude et des ciels diversement colorés, que les scènes interchangeableables d’un Armageddon inlassablement rejoué entre les légions du Bien et les bataillons du Mal, pour la restauration de la bonne gouvernance (ce terme étant significativement dépourvu de pluriel). Un théâtre d’opérations en vaut alors un autre, quelle que soit sa localisation, du Kosovo à la Syrie en passant par l’Irak ou la Libye. Qu’il prenne place à Pristina, Tikrit ou Alep, la valeur centrale de l’engagement sécuritaire devient l’individu lui-même, au-delà de son appartenance à un État particulier, et même à une culture particulière. La notion de “peuple”, politique par essence, semble peu à peu remplacée dans les nouvelles théories stratégiques par la notion de “population”, plus clairement cosmopolitique.

Il y a dès lors une profonde logique à ce que l’une des théories dominantes expliquant les “nouvelles guerres” dans les années 2000 soit précisément baptisée “Guerre au sein des populations” (*War amongst the people*). C’est au général britannique Sir Rupert

<sup>19</sup> Cécile Wendling, *L’approche globale dans la gestion civilo-militaire des crises. Analyse critique et prospective du concept*, Cahiers de l’IRSEM, n°6, novembre 2010, p.5.

<sup>20</sup> Sur les paradoxes du concept de “gagner les cœurs et les esprits” : Christian Olsson, “Guerre totale et/ou force minimale? Histoire et paradoxes des ‘cœurs et des esprits’”, *Cultures & Conflits*, n°67, 2007, pp.35-62.

Smith qu’il revient de populariser cette expression dans *The Utility of Force* (2005), ouvrage brillant rapidement traduit en français.<sup>21</sup> Ainsi que le remarque néanmoins Benoist Bihan en revenant sur cette greffe intellectuelle en 2009, “[i]l est significatif que la traduction française de *people* ne soit pas ‘peuple’, terme politique, mais ‘population’, terme social”.<sup>22</sup> De fait, les *populations* relèvent du tableau statistique (“la population littorale”, “les populations européennes”), tandis que les *peuples*, eux, relèvent d’une histoire et d’une mémoire politiquement incarnées et charnellement partagées, que ce soit ou non, d’ailleurs, dans le cadre d’un État (“le peuple français”, “le peuple vietnamien”, le “peuple kurde”). Peuples, populations : selon que l’on privilégie l’un ou l’autre terme dans la dialectique stratégique, la base de raisonnement diverge. Ce n’est pas le même substrat que l’on traitera en réalité, mais bien deux composés non commensurables, l’un centré sur l’individu globalisé, l’autre sur les peuples souverains.

La “conflictualité” impersonnelle, inanimée, que la sécurité globale approche globalement en cherchant à se concilier les “populations”, remplace ainsi la guerre, cadre violent d’une dialectique des souverainetés politiques. L’impératif de survie et la notion d’intérêt, concepts trop réalistes, sans doute trop cyniques, sont quant à eux remplacés par l’idéal d’une contribution mondiale coordonnée à la sécurité humaine d’une planète vouée à la pacification progressive.

### Déni politique de l’adversaire, estompement du but stratégique

En ce qui concerne le raisonnement stratégique, cette substitution du terme de *populations* à celui de *peuple* a permis une vision plus scientifique des enjeux de l’action de force, en particulier en matière de planification interministérielle. Mais on peut aussi poser comme hypothèse qu’elle a sans doute contribué à affaiblir la compréhension politique du cadre des guerres contemporaines. L’estompement des enjeux politiques au profit d’une globalisation des enjeux éthiques a en effet mené à une évaluation parfois déficiente des motifs qui portaient et galvanisaient les adversaires des coalitions occidentales. Ceux-ci, de l’Afghanistan à l’Irak, n’étaient pas seulement – et ne sont toujours pas – un ensemble d’organisations criminelles ou “terroristes”. Ils représentent aussi, et beaucoup plus fondamentalement à vrai dire, une alternative *politique*.

Les théoriciens des “nouvelles guerres” n’ont pas été totalement aveugles face à ce phénomène de *conflit de légitimité* sur le théâtre. Ils ont senti, malgré le foisonnement

<sup>21</sup> Rupert Smith, *L’utilité de la force*, Paris, Economica, coll. Stratégies et doctrines, 2007.

<sup>22</sup> Benoist Bihan, “Guerre au sein des populations ?”, *Défense et sécurité internationale*, n°52, octobre 2009. Il faudrait approfondir cette remarque, et noter que le glissement n’est pas seulement imputable au traducteur français. En réalité, dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, le terme *people* en anglais se charge de plus en plus fréquemment, en sus de son sens politique et social, d’une signification envisageant l’ensemble des habitants d’un point de vue comptable. Sur ce point, voir *L’invention des populations : Biologie, idéologie et politique* (Paris, Odile Jacob, 2000) dans lequel Hervé Le Bras, démographe, donne un aperçu des différences entre ces deux termes. Commentant l’œuvre de Sieyès durant la Révolution française, il note que pour ce dernier “[l]e ‘peuple’ est à l’intérieur de la politique dont il constitue même le centre” alors que “[l]a ‘population’ est à l’extérieur, mais elle sert d’outil à la politique”. Son étude de *L’Essai sur le principe de population* de Malthus complète l’analyse : “En lisant l’Essai, on comprend mieux l’avantage de la ‘population’ sur le ‘peuple’ : elle est sans échelle. Un peuple ne peut se réduire à quelques personnes, ni s’étendre à l’ensemble du globe. Une ‘population’ le peut, ce qui lui permet de s’affranchir de quelques contraintes”.

brouillon des concepts sécuritaires justifiant la “guerre au terrorisme”, que la criminalisation de l’ennemi n’était pas une solution durable. C’est pourquoi, de David Kilcullen à John Nagl,<sup>23</sup> ils ont justement insisté sur le besoin compensatoire d’une approche *globale* visant à incarner la convergence nécessaire entre effets civils et effets militaires dans le cadre unifié d’une planification duale, de manière à produire une légitimité politique opposable à celle des insurgés. Le problème, néanmoins, est que cette *comprehensive approach*, censée donner un sens aux opérations de stabilisation en adaptant l’usage de la force militaire à la force des usages locaux, en est restée à un sens surtout juridique, parfois social (ce qui est stratégiquement plus profond), mais qu’elle n’a jamais vraiment répondu, pour des raisons qui tiennent à sa nature propre, à la question essentielle : celle du sens politique de l’intervention. Or, ces trois ordres de légitimité (juridique, social, politique) nécessitent d’être équilibrés pour produire un composé stratégique stable, quelle que soit l’intervention considérée. Déséquilibrer ce composé en privilégiant les considérations éthico-juridiques sur les variables politiques conduit invariablement à une impasse.

Si l’on prend comme exemple l’Afghanistan, on remarque que les nouveaux théoriciens de la contre-insurrection, qu’ils soient militaires comme le général David Petraeus, ou civils en uniforme comme son conseiller Kilcullen, n’avaient pas mandat pour questionner stratégiquement la présence même de la coalition occidentale sur le théâtre, ce qui était pourtant – si du moins “*penser la guerre*” a un sens – la seule question à laquelle il valait la peine de s’intéresser. La mission des penseurs des guerres irrégulières, décrits en 2014 par Fred Kaplan dans l’excellent *The Insurgents*, était tout autre : le Pentagone ou l’OTAN attendaient en priorité d’eux des réflexions doctrinales rénovées capable de donner un sens apparent à ce qui n’en avait pas et, au fond, de fournir une béquille doctrinale à une impasse politique.<sup>24</sup> Partant, la restriction mentale volontaire sur laquelle a été bâtie une grande partie de la pensée contre-insurrectionnelle des années 2000 a finalement abouti à rééditer l’erreur du Vietnam.<sup>25</sup> Non sur le plan opérationnel (les conditions

---

<sup>23</sup> David John Kilcullen a soutenu sa thèse en 2000 et servi dans l’armée australienne. Il a été *Chief Strategist* au Service du Coordinateur du Contre-terrorisme du Département d’État de 2005 à 2006. Il a ensuite rempli les fonctions de conseiller pour la contre-insurrection auprès du général David Petraeus entre 2007 et 2008, avant de devenir conseiller sur les mêmes sujets pour Condoleezza Rice, Secrétaire d’État de George W. Bush. Voir D.J. Kilcullen, “Counterinsurgency in Iraq: Theory and Practice, 2007”, Counterinsurgency Seminar, Marine Corps Base, Quantico, Virginia, 26 septembre 2007. John Nagl, quant à lui ancien lieutenant-colonel de l’US Army, a présidé le Center for a New American Security (CNAS) entre 2009 et 2012. Il est l’auteur, entre autres, de *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam* (2002) et *The New Counterinsurgency Era* (2009).

<sup>24</sup> En ce qui concerne Kilcullen, la déclaration suivante, datée de 2008, est extrêmement révélatrice: “*In my view, the decision to invade Iraq in 2003 was an extremely serious strategic error. But the task of the moment is not to cry over spilt milk, rather to help clean it up: a task in which the surge, the comprehensive counterinsurgency approach, and our troops on the ground are admirably succeeding*”. Voir David J. Kilcullen, “My Views on Iraq”, *Small Wars Journal*, 26 juin 2008. Sur Petraeus, voir Fred Kaplan, *The Insurgents: David Petraeus and the Plot to Change the American Way of War*, New York/London, Simon & Schuster, 2014. Loin des développements théoriques, l’un des livres les plus révélateurs en la matière reste celui de David Finkel, qui donne à voir la manière dont une compagnie de l’US Army reçoit et applique tant bien que mal la COIN défendue par Petraeus dans le contexte urbain d’une grande ville irakienne. Voir David Finkel, *De bons petits soldats (The Good Soldiers)*, 2009, trad. J.-P. Mourlon, Paris, Robert Laffont, 2010.

<sup>25</sup> Pour un excellent parallèle entre les processus décisionnels des deux guerres, voir Rufus Phillips, *Why Vietnam Matters. An Eyewitness Account of Lessons Not Learned*, Annapolis, US Naval Institute Press, 2008.

technologiques des affrontements ayant trop évolué, la comparaison ne tient naturellement pas) mais – et ceci est plus grave – sur le plan *intellectuel*. Au résultat, les principaux acteurs de ce *remake* ont tous reconnu l’erreur initiale sur laquelle était bâti son scénario branlant : “*Il n’y aurait pas eu d’État islamique s’il n’y avait pas eu d’invasion de l’Irak*”, affirme Kilcullen en mars 2016.<sup>26</sup> “*La plupart d’entre nous – moi y compris – avaient une compréhension très superficielle de la situation et de l’histoire [de l’Afghanistan], et nous avons, à un degré effrayant, une vision simpliste de l’histoire des 50 dernières années*”,<sup>27</sup> confesse le général McChrystal, commandant en chef sur ce théâtre en 2008-2010. Le parallèle avec les années 60-70 est assez frappant, lorsque l’on revient aux déclarations des responsables de l’époque : “[au Vietnam], *nous n’aurions pas reconnu la victoire si elle s’était présentée, parce que nous ne savions pas pourquoi nous nous battions*”, écrit Henry Kissinger. Quant à Robert McNamara, ancien secrétaire à la défense de Kennedy puis de Johnson, se classant lui-même comme internationaliste libéral, il avoue dans *In Retrospect*, quarante ans après la chute de Saïgon : “*Je n’avais jamais été en Indochine. Je n’en connaissais ni l’histoire, ni la langue, ni la culture, ni les valeurs. Mes collègues et moi décidions du destin d’une région dont nous ignorions tout*”.<sup>28</sup> C’est néanmoins le général Maxwell Taylor, conseiller militaire de Kennedy, qui remet le mieux les choses en perspective au sujet du Vietnam en commençant par le plus important : la déficience du rapport à soi. “*Nous ne nous connaissions pas nous-mêmes*”, analyse-t-il en revenant sur cette période. Avant de compléter son raisonnement en glissant du rapport à soi au rapport à l’autre : “*Nous pensions que nous allions vers une autre guerre de Corée, mais le pays était différent. Deuxièmement, nous ne connaissions pas nos alliés sud-vietnamiens. Nous ne les avons jamais compris, et ce fut une autre surprise. Et nous en savions encore moins sur le Nord-Vietnam. Qui était Ho Chi Minh ? Personne ne le savait véritablement*”.<sup>29</sup> Pour comprendre que la guerre et la politique étrangères consistent à répondre aux mêmes questions fondamentales, quelle que soit l’époque, sélectionnons le récent conflit syrien et remplaçons “Corée” par “Libye”, “alliés sud-vietnamiens” par “nos alliés les rebelles syriens”, “Nord-Vietnam” par “État Islamique” et “Ho Chi Minh” par “Al-Baghdadi”. L’effet n’a aucune prétention à la scientificité. Mais il est relativement surprenant.

Comment, alors que l’illusion stratégique était aussi profonde que celle du Vietnam (ce que suggèrent les confessions sans équivoque d’un McChrystal ou d’un Kilcullen), comment ces guerres de “contre-insurrection” irakienne et afghane ont-elles pu durer, se soutenir et se déployer aussi longtemps que celle du Vietnam, sans que personne ne prenne

<sup>26</sup> Lizzie Dearden, “Former US military adviser David Kilcullen says there would be no ISIS without Iraq invasion”, *The Independent*, 4 mars 2016.

<sup>27</sup> Robert Burns, “Afghanistan War : Ex-Commander Stanley McChrystal Says US Started War with ‘Frighteningly Simplistic’ View of Country”, *Associated Press*, 10 juin 2011.

<sup>28</sup> Robert McNamara, Brian Vandemark, *In Retrospect: The Tragedy and Lessons of Vietnam*, New York, Times Books, 1995. Sur les choix tactiques et stratégiques de l’administration Johnson, voir les travaux de Stanley Karnow et de Chester L. Cooper, entre autres. Il est également intéressant de relire les 11 points, présentés par McNamara lui-même, qui expliqueraient pourquoi l’approche américaine a échoué au Vietnam. Ils sont entre autres clairement repris dans Thomas W. Lippman, “McNamara Writes Vietnam Mea Culpa”, *Washington Post*, 9 avril 1995.

<sup>29</sup> Cité dans Stanley Karnow, *Vietnam : A History*, New York, Viking, 1983, p.50.



l’initiative de mettre fin à une impasse manifeste ? La responsabilité, ici, n’est pas militaire, mais bel et bien politique.<sup>30</sup> Et la réponse à cette énigme nous ramène à notre sujet, puisqu’elle tient pour une bonne part à la nature même du concept de sécurité globale, qui permet à un empilement de tactiques de se prendre pour des stratégies, renvoyant toujours à plus tard la question essentielle de l’objectif des projections extérieures dans le monde chaotique de l’après-Guerre froide, et surtout de leurs limites. Ceci explique pourquoi, en Irak comme en Afghanistan, l’approche globale a fini par se refermer sur elle-même, écartelée entre des organismes interministériels féroce­ment concurrents, évaluant leurs missions à l’aide d’un empilement de *to-do lists* capacitaires désincarnées, que l’on tentait périodiquement de sublimer par des campagnes de *strategic communication* ciblées. Ce brouillage des priorités a débouché sur ce que certains spécialistes d’histoire militaire, tels Hew Strachan, ou des officiers dubitatifs envers la contre-insurrection et l’approche globale, tel Gian Gentile, ont défini avec raison comme “*a strategy of tactics*”.<sup>31</sup>

Au plan opérationnel, les adversaires des forces occidentales, quant à eux, n’ont pas semblé affectés par ce type d’illusions. Mobiles, déterminés et innovants, nantis d’un objectif politique clair que l’intervention prolongée leur avait obligeamment fourni (en l’occurrence, chasser un occupant qui s’attardait), ils ont su combiner centralisation stratégique et décentralisation tactico-opérative dans le cadre d’une *Ermattungstrategie* (stratégie d’usure, au sens classique que lui donne Hans Delbrück). Du côté de la coalition, l’inverse s’est produit, à savoir une décentralisation stratégique (aucun pays coalisé n’avait la même vision de ce qu’il cherchait en Afghanistan ou en Irak) et une centralisation tactique (le plus souvent sous direction américaine). Cette inversion devrait fasciner tous les observateurs de l’Ir-Af-Pak<sup>32</sup> des années 2000 et 2010 : l’adversaire soi-disant “non-étatique” ou “sub-étatique” a surinvesti dans le sens stratégique, tandis que les Occidentaux, décomposant leurs engagements en “briques” sécuritaires fonctionnelles au nom de la *globalité* de leur approche, ont perdu le sens unifié de l’objectif, se réfugiant sans le voir (ou en le voyant parfaitement, mais sans se l’avouer) dans le domaine réifié de l’opératif et du tactique.

Ici, le terme de “briques” est rien moins que neutre. L’approche globale, lorsqu’on observe bien son processus d’émergence conceptuelle (aux États-Unis principalement), s’est en effet en grande partie appuyée sur la logique systémique des “Opérations basées sur les effets”, qui ont joui d’une grande vogue dans les États-majors occidentaux à partir de 2006-2008. Dans leur définition officielle, les OBE paraissent presque banales. Comme l’a écrit en 2007 le Commandant Philippe Coquet, auteur d’une étude fouillée sur le sujet,<sup>33</sup>

---

<sup>30</sup> Lieutenant-colonel Lars Apfel, “Les militaires trompés par l’approche globale”, *Le Monde*, 24 avril 2012.

<sup>31</sup> Gian P. Gentile, “A Strategy of Tactics : Population-Centric COIN and the Army”, *Parameters*, vol.39, n°3, Autumn 2009, p.6. Hew Strachan, *The Direction of War : Contemporary Strategy in Historical Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

<sup>32</sup> Irak-Afghanistan-Pakistan.

<sup>33</sup> Commandant Philippe Coquet, *Opérations basées sur les effets : rationalité et réalité*, Institut Français des Relations Internationales, coll. “Focus Stratégique”, octobre 2007, p.6.

selon le Commandement interarmées américain (USJFCOM), il s’agit d’opérations “*planifiées, menées, évaluées et adaptées sur la base d’une compréhension exhaustive de l’environnement opérationnel, en vue d’influencer ou de changer le comportement ou les capacités du système adverse par l’application intégrée des éléments de puissance appropriés en vue d’atteindre le but politique recherché*”. Ce même auteur ajoute : “*il n’y a rien dans cette définition qui puisse choquer un officier passé par l’enseignement militaire supérieur, à qui la lecture de Clausewitz a appris qu’en dernier recours, la guerre est bien au service d’objectifs politiques plus élevés*”. La remarque est pertinente : les OBE n’ont fait que reformuler des évidences stratégiques.<sup>34</sup> Mais le plus important réside dans le fait que la raison d’être de cette théologie systémique du *targeting* est bien de décomposer les schémas décisionnels adverses en “cercles”, “briques” ou “nœuds”, pour en avoir une vision réticulaire globale et mieux les désagréger par une combinaison de ciblage matériels et immatériels.<sup>35</sup> Il s’agit bien là, en essence comme en pratique, d’un processus *déconstructionniste*. Or, dans le même temps, l’approche globale, en partie issue des OBE, se donnait pour objectif la *reconstruction*. Ce paradoxe a-t-il été suffisamment relevé ? Le croisement des deux doctrines ne pouvait qu’engendrer des perturbations stratégiques : comment, en effet, concilier d’un côté une planification de niveau opératif déconstruite en de multiples lignes d’opérations civiles et militaires – “global” étant ici synonyme de ciblage multisectoriels en gestion de crise – et d’un autre côté une *conduite politique de la guerre* pour laquelle “global” était le synonyme de “vision unitaire” ?

Si les mots ont un sens, une question reste donc entière : écartelée entre une globalité déconstruite qui la minait, et une globalité unitaire qui la fuyait, qu’*approchait* donc l’“approche globale” encadrant les modes d’action contre-insurrectionnels ? Rupert Smith, pour définir sa “guerre au sein des populations”, proposait une forme de réponse en évoquant un changement de logique : “*si l’on s’en tient à la logique purement militaire, la population soutient l’adversaire : elle doit donc être l’un des éléments qui constituent l’ennemi. Or, ce n’est pas le cas : la population constitue l’un des éléments de votre objectif dans la confrontation*”.<sup>36</sup> Être “global”, ce serait donc prendre en compte la population dans l’équation stratégique. On peut s’interroger sur la *nouveauté* de ce constat. Le peuple a toujours été non seulement le cadre, mais aussi l’objectif des guerres, et ceci depuis l’origine de l’Histoire. Est-il pertinent d’opposer les territoires et les peuples comme classe d’objectifs différenciés, les premiers caractérisant les buts des guerres prémodernes, tandis que les seconds auraient été caractéristiques des conflits armés modernes ? Une telle dichotomie est historiquement peu défendable. Montesquieu le disait déjà, par la voix

<sup>34</sup> Notons de surcroît que le premier document à formaliser réellement le concept d’OBE est une monographie de 2001 signée du général de l’US Air Force David A. Deptula, intitulée *Effects-Based Operations: Change in the Nature of Warfare* (Arlington, Aerospace Education Foundation, 2001). Le titre même révèle un biais initial de conception : la guerre ne change jamais de *nature*, elle ne peut que changer de *forme*.

<sup>35</sup> Sur les origines intellectuelles des *Effect-Based Operations*, voir Gary Cheek, “Effect-Based Operations : The End of Dominant Maneuver ?”, in Williamson Murray (ed.), *Transformation Concepts for National Security in the 21st Century*, Strategic Studies Institute, US War College, September 2002, pp.73-99. L’auteur se contente cependant de critiquer le principe des EBO sur le plan tactique, et non stratégique. Il n’est pas neutre que cette publication collective émane de l’armée de Terre américaine, très hostile aux EBO.

<sup>36</sup> Toni Pfanner, “Interview with General Sir Rupert Smith”, *International Review of the Red Cross*, vol. 88, n° 864, décembre 2006, pp.719-727.

d’Usbek, dans les *Lettres persanes* : “Il n’est point de l’intérêt des princes de faire des conquêtes par de pareilles voies : ils doivent chercher des sujets, et non pas des terres”.<sup>37</sup> Le général Smith, sous couleur de saisir l’essence des nouvelles conflictualités, n’a fait, 250 ans après Montesquieu, que reformuler une évidence que César, Turenne ou Napoléon connaissaient déjà : “Machiavel a beau dire, murmurait l’Empereur, les forteresses ne valent point la faveur des peuples”.

L’isolationnisme ou les lignes Maginot ne sont évidemment pas une option, et la France, en particulier, a un intérêt vital à ce que son voisinage stratégique soit stabilisé dans la durée. Contrairement à la prédiction de ceux qui pariaient, après l’échec afghan, sur la “fin de l’ère expéditionnaire”, les opérations extérieures ont donc un avenir évident. Si l’on tire la leçon des quinze ans qui viennent de se dérouler, on ne peut néanmoins éviter une réflexion sur la *nature* de ces futures OPEX. La vraie question, la question politique, ce que l’on pourrait appeler le *test de lucidité stratégique*, n’est pas tant de se concilier les “populations” (comme si les stratèges “anciens” n’avaient pas compris l’importance de ce point) que de savoir si une opération extérieure vaut ou non la peine d’être menée. S’il faut la prolonger au-delà d’un certain point culminant. Et pour défendre quels intérêts. En 2013 au Mali et en Centrafrique, la France a montré qu’une réponse réactive et prudemment limitée pouvait être apportée à ce type de question, celle de *l’opportunité prudentielle des engagements*. Clausewitz la place, très significativement, au cœur même des recommandations de *Vom Kriege* :

Le premier acte et, en même temps, le plus considérable et le plus décisif qui incombe à l’homme d’État ou au chef d’armée consiste donc à juger sainement (...) la guerre qu’il entreprend, et à ne pas l’estimer ou vouloir la faire ce qu’elle ne peut être selon la nature des rapports [qui l’ont fait naître].<sup>38</sup>

Ceci incite à prolonger la réflexion sur les concepts issus de la sécurité globale, qui ont en particulier gouverné la séquence irako-afghane. À la lumière de ce qui précède, il apparaît que le concept d’*asymétrie*, que certains ont combiné avec la “guerre au sein des populations” en espérant que ce couplage éclaircirait la nature des “nouvelles guerres”, n’a peut-être lui aussi contribué qu’à les obscurcir. Au départ, la notion, forgée par Andrew Mack dans son article de 1975 intitulé “Pourquoi les grandes nations perdent les petites guerres”,<sup>39</sup> est fondée sur une intuition excellente, et il faut sans doute y insister : elle explique en effet les succès des guérillas dans les luttes de décolonisation par...

une asymétrie d’intérêts entre un grand acteur qui mène une guerre de choix qui n’affecte pas ses intérêts vitaux et un acteur plus faible, qui mène une guerre de survie. Ce genre d’asymétrie d’intérêts mène généralement à la défaite de l’acteur le plus fort, parce que sa volonté de combattre diminue plus vite que celle de son opposant.<sup>40</sup>

<sup>37</sup> Montesquieu, *Lettres persanes*, p.107. Merci à Roxane Berjont (Master 2 SID, Lyon-III, 2015-2016) pour l’idée de ce rapprochement.

<sup>38</sup> Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Livre I, ch.1, trad. Jean-Baptiste Neuens, Paris, Flammarion, 2014, p.45.

<sup>39</sup> Andrew Mack, “Why Big Nations Lose Small Wars : The Politics of Asymmetric Conflict”, *World Politics*, vol.27, n°2, janvier 1975.

<sup>40</sup> Christian Bühlmann, “Le concept d’asymétrie : une plus-value pour comprendre les conflits modernes ?”, *Stratégique*, n°100-101, 2012, pp.229-268.

À partir du début des années 2000, cette idée de l’“asymétrie d’intérêts”, qui relève clairement de la *dialectique des volontés*, est incorporée dans la doctrine militaire officielle américaine. Mais celle-ci va en tordre le sens en en faisant une “asymétrie des modes d’action”, soit un concept relevant de la *dialectique des forces* (ou des moyens). Il en sortira une épée conceptuelle à double tranchant : l’interprétation de l’asymétrie sera à la fois tactiquement positive (elle correspond à un usage adaptatif de modes d’actions innovants permis par la supériorité technologique américaine) et juridiquement négative (l’asymétrie représentant aussi les modes d’action tactiques “déloyaux”, donc théoriquement condamnables, de l’ennemi irrégulier). Les stratégies américains joueront simultanément des deux acceptions en fonction du public visé, au risque d’ailleurs de produire une certaine confusion. Le brouillage intégral ne tardera pas, et dans un troisième temps, l’asymétrie finit effectivement par devenir un fourre-tout conceptuel, ainsi que le notera dès 2001 Timothy Thomas : “À en juger par les multiples applications de ce terme dans les revues militaires – ‘combattre de manière perfide’, ‘attaquer un point faible’, ‘guerre de l’information ou cybernétique’, ‘guerre des relations publiques’, ‘armes de destruction massive’ – très peu de gens comprennent la définition formelle de l’asymétrie”.<sup>41</sup> Au cours de cette séquence évolutive, le sens premier de l’asymétrie, celui qui pointait finement la disparité des enjeux politiques pour chaque adversaire – et permettait donc de mesurer leur différentiel de volonté sacrificielle – s’est finalement évaporé. Peut-être aurait-il fallu porter plus d’attention au fait que “Pourquoi les grandes nations perdent les petites guerres”, l’article séminal de Mack en 1975, était significativement sous-titré “La politique des conflits asymétriques”<sup>42</sup>... Malgré les indéniables qualités de ses analyses opérationnelles, ceci renvoie à la contradiction de la pensée de Rupert Smith : le général anglais a fait de la symbiose avec les “populations” le critère différenciant de son modèle stratégique, tout en reconnaissant, selon un proverbe anglais qu’il cite lui-même, que “les invités sont comme le poisson : au bout de trois jours, ils commencent à sentir mauvais”.<sup>43</sup> Trois jours ? La coalition s’est invitée plus de dix ans en Afghanistan. Plus qu’il n’en faut pour passer de la symbiose à l’overdose. Pour détourner le sous-titre de Mack, il s’agissait bien en l’espèce d’une *non-politique* du conflit asymétrique.

Le problème fondamental, lorsque l’on revient sur ce qui s’est joué au sein des *Security Studies* occidentales des années 2000, est donc la multiplication de concepts – guerre au sein des populations, asymétrie, approche globale – qui relèvent d’une évolution tendancielle à l’*acéphalie stratégique*. Ce terme est important. Imaginons un canard dans la cour d’une ferme. Coupons-lui la tête. L’animal, porté par ses nerfs, va continuer à avancer, le phénomène est connu. Mais ce corps sans tête, s’il ne manque pas d’énergie résiduelle, serait bien en peine de dire *où il va*. Ainsi de l’“approche globale”, lorsqu’elle est dénuée d’objectif : même si elle se trouve un *axe* de progression qu’elle va parcourir

<sup>41</sup> Lt-Col. Timothy Thomas, “Deciphering Asymmetry’s Word Game”, *Military Review*, July-August 2001, p.32.

<sup>42</sup> C’est moi qui souligne.

<sup>43</sup> Toni Pfanner, “Interview with General Sir Rupert Smith”, *International Review of the Red Cross*, 2006, art.cit.

quelque temps *sur ses nerfs opératifs*, il lui manque un *but à atteindre*, c’est-à-dire des *fins* politiques en mesure de réconcilier le désirable et le possible et – surtout – de limiter temporellement l’intervention.<sup>44</sup> Si elles avaient été définies par le politique non selon une rhétorique morale absolue (“détruire le terrorisme”, “libérer la femme afghane”, “démocratiser l’Afghanistan”), mais en des termes raisonnés et réalistes, ces fins auraient éventuellement pu représenter un objectif atteignable par les militaires, sous l’égide d’une *globalité maîtrisée*. Il eût fallu pour cela que les maîtres politiques de l’heure ne réduisent pas l’appareil militaire à un “outil” recentré sur un soi-disant “cœur de métier”, et qu’ils eussent possédé ce qu’Emile Simpson, dans un livre essentiel, *War from the Ground Up* (2012), dénomme “*une mentalité pragmatique en termes de formulation de la stratégie*”.<sup>45</sup> Or, les décideurs de l’époque ont semble-t-il préféré confondre les militaires avec des enchanteurs en mesure de faire tout, rapidement, sans feuille de route, silencieusement, et au moyen de pas grand-chose. On ne dira jamais assez combien le remplacement du terme d’*armée* par celui d’*outil militaire*, qui s’impose dans les années 2000, est significatif et regrettable. Un outil ne parle pas. Or, qui peut “remonter” l’information opérationnelle vers le politique en lui donnant de précieuses interprétations sur le sens politique qui s’y rattache, sinon les soldats confrontés à la complexité des terrains d’engagement ?

La plus belle machine militaire du monde ne peut donner que ce qu’elle a. Mise au service de choix politiques évanescents, elle génèrera des “effets” tactiques, mais ceux-ci tourneront à vide. L’approche globale “brute” ne peut qu’échouer à modeler un but stratégique car en stratégie, il n’existe pas de mécanisme compensatoire à l’absence de sens politique de l’action. Ni l’éthique, ni la morale, aussi “globales” et universelles qu’elles se veuillent, ne peuvent raisonnablement fournir de substitut en la matière.<sup>46</sup> Pour revenir à nos hypothèses de départ, nous dirons qu’un rapport à soi mal défini risque fort d’entraîner une incompréhension du rapport au temps et à l’espace, *que ce soit en opérations extérieures ou intérieures*. Pour le stratège, l’emploi de l’adjectif “global” dans la doctrine devrait d’ailleurs constituer un élément permanent d’alerte intellectuelle: “globaliser” un concept est parfois une manière élégante d’avouer qu’on renonce à le définir et à le situer clairement.

Comment en est-on arrivé là ? Tout en se gardant de l’illusion monocausale, il est permis de revenir en conclusion à notre affirmation de départ, et de répéter que le remplacement des études stratégiques – les *War Studies*<sup>47</sup> – par les études de sécurité – les *Security Studies* – n’aura pas peu contribué à voiler aux Occidentaux la réalité des réflexes,

<sup>44</sup> Sous une forme légèrement différente, nous avons proposé cette image dans une recension parue en 2013. Nous nous permettons de renvoyer à O. Zajec, “Du *Royal Gurkha Rifles* à *Vom Kriege*. Une réévaluation théorique de la contre-insurrection afghane”, compte rendu d’Emile Simpson, *War from the Ground Up. Twenty-First-Century Combat as Politics*, London, Hurst & Company, 2012, *Stratégie* n° 103, avril 2013.

<sup>45</sup> Emile Simpson, *War from the Ground Up*, 2012, *op.cit.*, p.234.

<sup>46</sup> Pour un contrepoint argumenté à cette position, voir Jean-Baptiste Jeangène-Vimer & Ryoa Chung (ss.dir.), *Éthique des relations internationales*, Paris, PUF, 2013.

<sup>47</sup> Qui ne sauraient sans doute pas se limiter à l’histoire militaire (à finalité illustrative), mais bien inclure les analyses et modèles à finalité applicative que leur fournit la stratégie du point de vue praxéologique. Certains spécialistes, pour cette raison, séparent *War Studies* et *Strategic Studies* du point de vue épistémologique.

des compulsions, des logiques et des sentiments fondés sur la souveraineté, qui n’est que l’autre nom de ce que l’on pourrait dénommer la *dignité des communautés humaines enracinées dans l’Histoire*. “La perte du passé”, écrivait Simone Weil, “collective ou individuelle, est la grande tragédie humaine, et nous avons jeté le nôtre comme un enfant déchire une rose. C’est avant tout pour éviter cette perte que les peuples résistent désespérément à la conquête”.<sup>48</sup> Cette distorsion du rapport à l’autre (l’incapacité de mesurer le potentiel sacrificiel adverse par méconnaissance de son histoire, jugée “exotique”) n’a, en fin de compte, pas d’autre origine qu’une distorsion du rapport à soi (l’incapacité à mesurer notre potentiel sacrificiel propre par oubli de notre histoire propre). Parce qu’ils ont eu tendance à oublier le concept de souveraineté pour eux-mêmes (c’est le cas des Européens) ou à le confondre avec l’interprétation aut centrée qu’ils en font (c’est le cas des Américains), les Occidentaux ont fini par ne plus comprendre le sens beaucoup plus classique qu’il conservait pour d’autres cultures. Comme le néo-gramscien Robert Cox l’avait prédit – et souhaité – la “politique globale” a remplacé les relations internationales au nom du dépassement de l’État-nation.<sup>49</sup> Mais contrairement à ce que pensent les tenants des théories critiques ou les partisans d’une judiciarisation du système international, on peut poser l’hypothèse que cette globalisation du regard et cette proclamation de la mort du sujet étatique n’ont pas renforcé chez les puissances dominantes le sens de l’altérité dans la gestion des RI. *Elles l’ont au contraire considérablement affaibli*. Le champ stratégique n’a pas été épargné par cette myopie. De “devoir d’ingérence” en “responsabilité de protéger”, la rationalité politique des interventions extérieures a été fragilisée, remplacé par de “bonnes pratiques” issues de la non-pensée de l’univers du *consulting*, sanctifiées par une logique surplombante de “devoir moral” à géométrie très variable.<sup>50</sup>

La plupart des *think-tankers* occidentaux, qui investirent de 2000 à 2015 dans la thématique des “nouvelles guerres” parce que les études correspondantes étaient généreusement financées par les ministères de la Défense et des Affaires étrangères, n’ont pas songé à contredire cette perversion du sens stratégique. Même si le suivisme n’a pas été général,

<sup>48</sup> Simone Weil, *L’Enracinement* [1949], Paris, Gallimard, coll. Folio Essais, 2003, p.154.

<sup>49</sup> Robert W. Cox, “Toward a Post-Hegemonic Conceptualization of World Order : Reflection on the Relevancy of Ibn Khaldun”, in R.W. Cox. & T.J. Sinclair, *Approaches to World Order*, Cambridge U.P., 1996.

<sup>50</sup> De manière très significative, les mêmes diplomates “éthiques” qui se sont scandalisés de la situation politique en Iran ou en Russie, ou qui ont conseillé de fournir des armes à la rébellion syrienne, baissent d’un ton dès qu’il s’agit d’analyser le conflit israélo-palestinien, le néo-ottomanisme turc ou le fonctionnement du régime saoudien. Rappelons à titre d’illustration qu’en 2011, M. Bernard-Henri Lévy se voyait remettre le prix du “Meilleur Régulateur” décerné par le *Nouvel Économiste* pour son action dans le déclenchement et la gestion de la guerre en Libye. Saisissant son trophée sous les applaudissements, le récipiendaire prononça les mots suivants : “L’action pour laquelle vous me couronnez est une action que j’ai opérée hors des règles, en tout cas des règles diplomatiques”. Pas un diplomate ne protesta. Un intellectuel sans mandat politique, irresponsable (du point de vue du droit) quant aux conséquences de long terme de ses fulgurances, s’auto-promouvait ainsi dans un silence inquiétant, à peine troublé par quelques applaudissements. À ce moment, nul ne songea à décerner le prix du “meilleur régulateur” aux soldats français qui tentaient d’incarner sur le terrain la feuille de route surdimensionnée générée par la “diplomatie des droits de l’homme” de l’auteur de *l’Idéologie française*. Seul le résultat compte, dira-t-on, et il faut effectivement se réjouir que la Libye “régulée” constitue aujourd’hui un exemple internationalement reconnu de stabilité et de gouvernance.

la plupart ont travaillé sur absolument tous les concepts sortis des centres de réflexions américains (la *Transformation*, les OOTW, le NCW, les EBO, l’approche globale, la COIN, l’A2D2, aujourd’hui la “Réassurance à l’Est” et l’“hybridité”) sans jamais songer, ou si peu, à les critiquer en profondeur du point de vue des intérêts européens – et français. Ce triomphe relatif de la glose sur la pensée critique s’explique par des facteurs sociologiques et économiques assez bien connus : comme le rappelle F.-G. Dufour, “[l]es effets de mode, les liaisons avec le monde de la défense, les contraintes liées au monde des subventions, les possibilités d’avancement personnel académique et politique entrent en ligne de compte dans l’énonciation de la politique globale”.<sup>51</sup>

Néanmoins, la facilité avec laquelle une partie de l’“expertise” est parvenue, entre 2010 et 2015, à passer d’une mode conceptuelle à l’autre dès que l’emballage pour les “Small Wars” est retombé, ne laisse pas de frapper l’observateur. De ce point de vue renvoyant à la sociologie de l’expertise, l’échec latent de l’approche globale est assez aisé à dater : 2010-2011. C’est à ce moment, très précisément, que l’on voit des chercheurs et *think-tankers* français qui avaient défendu véhémentement cette même approche, y compris face à certains militaires sceptiques, se détourner du champ contre-insurrectionnel pour en investir d’autres, plus rentables médiatiquement et académiquement. Tel spécialiste des écrits de Trinquier, tel *supporter* de Petraeus se découvre soudain une urgente vocation à commenter la cyber-défense, le danger balistique russe ou les phénomènes de déni d’accès. Qui parle encore de Galula en 2016 ? Ce “*flight of the Earls*” théorique avait déjà eu lieu, dans les mêmes conditions, après la guerre du Vietnam. Plutôt que d’assumer s’être trompés, ces commentateurs utiliseront dès lors l’argument du sous-investissement : si l’approche globale n’a pas fonctionné, ce n’est pas qu’elle n’approchait rien. C’est parce qu’elle n’était *pas assez* globale.

C’est une réponse possible. La théorie stratégique et l’observation des réalités de la scène internationale laissent soupçonner qu’elle est pour le moins simpliste. En 2010, dans un article de la revue *Global Policy*, la théoricienne des “nouvelles guerres” Mary Kaldor se demandait si Clausewitz était “*toujours pertinent à notre époque globale*”.<sup>52</sup> Pour ceux qui estiment important que la France – à l’image de ce qui a été accompli à l’occasion de *Serval* et aujourd’hui (non sans difficultés) de *Barkhane* – retrouve une autonomie stratégique et diplomatique après quinze années d’éclipse, peut-être est-il temps, au contraire de ce que postule Kaldor, de se demander si l’illusion globaliste a encore quelque chose à nous dire dans les temps néo-clausewitziens que nous vivons.

<sup>51</sup> Frédéric-Guillaume Dufour, “Aperçu des contributions des néogramsciens et des théories critiques au tournant réflexif des théories de la sécurité”, *Cultures & Conflits*, n°54, 2004, pp.54-55. Dans le contexte particulier de son article de recherche, l’auteur applique cette analyse à la stérilisation relative du débat théorique en relations internationales que représente la convergence *mainstream* “néo-néo” à la fin des années 1980. Nous transposons cette remarque à la stérilisation du débat stratégique que constitue la convergence sécuritaire de l’analyse des “nouvelles guerres” au cours de la décennie 2000.

<sup>52</sup> Mary Kaldor, “Inconclusive Wars: Is Clausewitz Still Relevant in These Global Times?”, *Global Policy*, vol.1, n°3, octobre 2010, pp.271-281.